

La coalition K, comme Kamikaze et Kris Peeters ?

NÉGOCIATIONS Charles Michel, l'informateur royal, « ne néglige aucune piste ». Une hypothèse domine

Les négociations pour la formation du gouvernement flamand se traînent, CD&V et N-VA se frottent notamment sur la feuille de route budgétaire – la N-VA veut atteindre l'équilibre dès l'an prochain, quitte à couper dans les dépenses sociales, ce qui n'est pas du goût du CD&V –, tout cela occasionnera probablement un retard à l'allumage au nord du pays et ne fait pas l'affaire de Charles Michel...

L'informateur royal, écrivions-nous, y verra plus clair dans le grand jeu des coalitions dès lors que les entités fédérées seront dotées de leurs gouvernements, et les états-majors des partis fixés sur leur sort à cet étage de la Maison Belgique. Entre l'affirmation des majorités fédérées et sa visite au Palais royal, mardi 22 juillet, Charles Michel verra s'ouvrir, pour un jour ou deux si tout va bien, une « fenêtre d'opportunité », où il pourra explorer plus précisément telle ou telle autre formule pour le fédéral.

L'on insiste auprès de l'informateur royal : plusieurs pistes sont à l'étude, le président des libéraux-réformateurs n'en néglige aucune. Elles sont au nombre de cinq : la tripartite, la pentapartite, la coalition sans N-VA ni PS, avec les verts, la majorité de centre-droit, enfin la kamikaze, au cœur des conversations parmi les responsables politiques et observateurs, et que l'informateur, dit-on, met, lui, sur le même pied que les quatre autres. Quoi qu'il en soit, l'hypothèse de voir émerger cette majorité ancrée à droite (pour rappeler : N-VA,

CD&V et VLD côté flamand, MR pour les francophones) agite le landerneau au nord du pays.

CD&V et VLD sont (seraient) en pleines tractations : les libéraux flamands continuent de lier leur participation à un exécutif fédéral à leur entrée au gouvernement flamand (bouclé CD&V/N-VA, en principe), alors que les chrétiens-démocrates veulent des garanties pour hisser Kris Peeters, ministre-président sortant, au « Seize » – au passage, on notera que d'aucuns voient alors Didier Reynders quitter la scène intérieure pour devenir Commissaire européen. D'où un possible deal CD&V/VLD ? C'est l'un des

nœuds en vue de la fameuse « kamikaze », ou – autres appellations moins râpeuses... – « suédoise » (rapport aux couleurs du drapeau nordique, jaune et bleu, et à la croix), voire « courageuse » (pour ses partisans).

Attendu mardi au Palais, Charles Michel pourrait, à nouveau, être reconduit dans sa mission, certainement si la kamikaze-suédoise devait prendre forme. Alternative au libéral-réformateur ? Côté flamand, on nous glisse les noms de Wouter Beke et de Kris Peeters : le président du CD&V prendrait les choses en mains pour une nouvelle phase d'« information » si nécessaire ; le ministre-président chrétien-démocrate dans le cas où l'on passerait à la vitesse supérieure, pour une mission de « formation » en vue d'un nouvel exécutif fédéral. ■

DAVID COPPI

HYPOTHÈSES, AVEC MR

Quatre coalitions en plus

La kamikaze n'est pas l'unique coalition possible – avec le MR, on veut dire. Et l'informateur, précise-t-on, travaille à toutes les formules pour le fédéral... A savoir...

► **La pentapartite avec front francophone.** N-VA et CD&V, avec PS-MR-CDH.

Cette coalition compte 108 sièges (sur 150) à la Chambre. Elle a l'avantage de hisser au pouvoir les deux partis flamands dominants et de voir les trois « grands » francophones faire face aux nationalistes. Intéressant, sur papier.

► **La tripartite traditionnelle.** PS, MR, CDH, SP.A,

VLD, CD&V. Elle dispose de 97 sièges (sur 150) à la Chambre. On continue avec la même majorité que celle en place depuis décembre 2012. Pour cela, il faut dé-scotcher CD&V et N-VA.

► **La coalition sans la N-VA ni le PS.** MR, CDH, Ecolo, FDF, VLD, CD&V, Groen.

Nombre de sièges à la Chambre : 75 (sur 150). Très juste. Pour une coalition très théorique. Les verts ne sont pas du tout partants.

► **La coalition de centre-droit.** N-VA, CD&V, MR, CDH. 80 sièges (sur 150) à la Chambre. Sauf que Benoît Lutgen, président du CDH, ne veut pas en entendre parler.

D.CI